

Sir Muhammad ZAFRULLA KHAN, Président, fait la déclaration suivante:

Je souscris entièrement à l'arrêt de la Cour. J'estime cependant nécessaire de lui adjoindre la brève déclaration qui suit.

La seule question dont la Cour soit saisie dans la phase actuelle de la présente instance est celle de savoir si, vu la clause compromissoire de l'échange de notes du 19 juillet 1961 entre la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement islandais et compte tenu de l'article 36, paragraphe 1, de son Statut, la Cour est compétente pour se prononcer sur la validité de l'acte *unilatéral* par lequel l'Islande a étendu sa juridiction exclusive en matière de pêches de 12 milles à 50 milles marins à partir des lignes de base convenues par les parties en 1961. Toutes les considérations militant pour ou contre la validité de cet acte de l'Islande sont, au stade actuel, entièrement dépourvues de pertinence. invoquer quelque considération de ce genre pour déterminer l'étendue de la compétence de la Cour, ce ne serait pas seulement préjuger la question mais bel et bien mettre la charrue devant les bœufs et une telle façon de faire doit être formellement désapprouvée.

(*Paraphé*) Z.K.

(*Paraphé*) S.A.

President Sir Muhammad ZAFRULLA KHAN makes the following declaration:

I am in entire agreement with the Judgment of the Court. I consider it needful, however, to append the following brief declaration.

The sole question before the Court in this phase of these proceedings is whether, in view of the compromissory clause in the Exchange of Notes of 19 July 1961 between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Iceland, read with Article 36(1) of its Statute, the Court is competent to pronounce upon the validity of the unilateral extension by Iceland of its exclusive fisheries jurisdiction from 12 to 50 nautical miles from the baselines agreed to by the parties in 1961. All considerations tending to support or to discount the validity of Iceland's action are, at this stage, utterly irrelevant. To call any such consideration into aid for the purpose of determining the scope of the Court's jurisdiction, would not only beg the question but would put the proverbial cart before the horse with a vengeance and is to be strongly deprecated.

(Initialled) Z.K.

(Initialled) S.A.